

New York, Jura : la gauche est de retour

Par Jean-Claude Rennwald, politologue, militant socialiste et syndical

Parfois le hasard fait bien les choses. L'élection de trois socialistes au gouvernement jurassien est intervenue moins d'une semaine après la victoire du démocrate socialiste Zohran Mamdani à la mairie de New York. Les situations sont certes très différentes, mais elles ont deux choses en commun : le retour de la gauche et le refus du simplisme d'extrême droite au profit de la générosité sociale.

Nation et classe

Au-delà des questions de personnes, les résultats des élections jurassiennes (gouvernement et parlement) sont l'expression d'une modification importante du poids des clivages politiques fondamentaux, concept élaboré par le politologue Stein Rokkan. Le clivage nationalitaire (la Question jurassienne) a fortement reculé, alors que le clivage de classe (gauche-droite, travailleurs-employeurs) s'est accru. Nous avons déjà mis ce phénomène en évidence dans *La transformation de la structure du pouvoir dans le Canton du Jura 1970-1991* (CJE, 1994), mais il s'est encore amplifié. La preuve, c'est que le PCSI, qui avait fait de la Question jurassienne l'un de ses principaux chevaux de bataille, a reculé. A l'inverse, l'UDC a progressé, ce qui témoigne du fait que son passé pro-bernois n'est plus un handicap.

Non au populisme

L'antagonisme de classe s'est surtout manifesté entre le PS et l'UDC. Le premier accorde la priorité aux questions sociales (pouvoir d'achat, salaire minimum et allocations familiales, création d'emplois, caisse maladie publique unique), alors que la seconde met l'accent sur le démagogique « trop d'impôts », sur la stagnation des prestations sociales et des services publics, et sur une immigration

contrôlée (« Les compétences des Jurassiens d'abord »). Ce dernier point fait écho au refus de l'UDC suisse de toute collaboration avec l'Union européenne et à l'initiative « 10 millions, ça suffit », dont l'acceptation serait une catastrophe pour l'économie jurassienne et ses travailleurs. L'élection de trois socialistes au gouvernement jurassien et l'échec du candidat UDC expriment le rejet de cette politique nationale-populiste. Pour sa part, Le Centre a en partie échappé à cet antagonisme, du fait de sa composition sociale interclassiste et d'une présence relativement équilibrée sur l'ensemble du territoire. La non-élection de Martial Courtet peut être assimilée au rejet d'une autre forme de populisme, celle de « l'homme providentiel » se situant au-dessus des partis.

Le prix de l'imitation

Parmi les perdants de ces élections figurent les radicaux, qui sont en déclin constant. L'une des raisons de ce recul tient au fait que le PLR jurassien, comme son homonyme suisse, s'est par trop rapproché des thèses de l'UDC, alors que les citoyens préfèrent l'original à la copie. Et le PLR n'a plus guère de personnalités d'envergure dans ses rangs, comme l'avaient été un Pierre Etique, un Gaston Brahier ou un Jacques Gerber. Enfin, les pertes des Verts – et en partie celle de CS/POP – tiennent au déclin du clivage entre écologistes et producteurs, beaucoup de personnes, en période de crise, attachant plus d'importance à la fin du mois qu'à la fin du monde.

Bâtir un vrai projet

L'entrée de trois socialistes à l'exécutif cantonal confirme la culture politiquer progressiste des Jurassiens, qui se manifeste lors de la plupart des votations cantonales et fédérales. Celle-ci doit désormais s'enraciner dans les institutions. Elle implique la construction d'un vrai projet politique, économique, social, écologiste, féministe et d'ouverture : création d'un cercle électoral unique pour le parlement ; soutien à l'innovation et à la diversification de l'économie (A côté des

13,8 millions de la Confédération, Soleure a investi 4,6 millions dans l'aciérie de Gerlafingen) ; emplois de qualité via les conventions collectives ; effort supplémentaire en faveur des énergies renouvelables ; application rigoureuse du principe d'égalité entre hommes et femmes. Il ne sera bien sûr pas possible de tout réaliser d'un coup de baguette magique et des compromis seront nécessaires, d'autant plus que le PS n'aura pas la majorité au Parlement. Mais dans les années 2000) on a connu d'autres cas de ce genre (Neuchâtel avec un exécutif à majorité socialiste et Vaud avec un gouvernement à majorité rose-verte) qui n'ont pas débouché sur des difficultés majeures. Avec trois représentants au gouvernement, les socialistes ne pourront pas se permettre de décevoir. Et si les institutions freinent par trop leurs objectifs, ils devront s'appuyer sur les autres partis de gauche, sur le mouvement social (syndicats, associations, ONG) et sur les instruments de la démocratie directe (initiative et référendum).

Tribune publiée dans LQJ du 12 novembre 2025